

Accès fixe à haut et très haut débit

Mise à jour de la modélisation ascendante d'un réseau de BLOM pour la tarification du dégroupage

Consultation publique de l'ARCEP en date du 20 juin 2023

Contribution de TDF

Le 20 juillet 2023

Contribution de TDF

Le 21 juin 2023, l'ARCEP a lancé une consultation publique relative à la mise à jour de la modélisation ascendante d'un réseau de boucle locale optique mutualisée pour la tarification du dégroupage. Ce modèle BLOM a été utilisé pour évaluer le coût de l'accès au réseau cuivre dans sa décision n° 2020-1493¹ fixant le tarif-plafond du dégroupage pour la période 2021-2023.

TDF tient à remercier l'Autorité pour cette consultation et pour l'opportunité qu'elle offre aux acteurs de s'exprimer sur le modèle qu'elle a développé.

Cette consultation ayant vocation à apporter des éléments utiles à l'Autorité pour déterminer les modalités tarifaires du dégroupage, TDF souhaite préciser en propos liminaire que, en tant qu'opérateur d'infrastructures de fibre optique, elle n'est pas directement concernée par cette consultation. TDF n'achète en effet aucune prestation de dégroupage à Orange.

Toutefois, TDF a noté que, dans sa décision n° 2020-1498², l'ARCEP a affirmé que le modèle BLOM pouvait être utilisé en cas de règlement de différend pour les tarifs des offres d'accès aux réseaux FttH étant donné qu'il est « *un outil adéquat pour fournir une estimation pertinente des coûts de déploiement du segment PM-PBO.* ».

C'est dans ce contexte que TDF produit la présente contribution.

En effet, au contraire de l'Autorité, TDF considère qu'un modèle construit dans le cadre de la régulation de la tarification du dégroupage de l'opérateur historique n'a pas vocation à être utilisé pour déterminer le tarif raisonnable de l'accès aux réseaux de fibre optique.

Ce modèle est un modèle de coûts qui ne permet pas de déterminer les conditions raisonnables d'accès à un réseau de fibre optique et l'utilisation d'un tel modèle ferait perdre tout effet utile aux décisions de régulation de la fibre optique³, notamment celles relatives au pilotage des coûts et aux obligations comptables.

TDF considère ainsi que ce modèle ne saurait juridiquement lui être opposé que ce soit dans le cadre de la régulation *ex ante* applicable sur les marchés de la fibre optique ou dans le cadre de procédures juridictionnelles ou quasi-juridictionnelles.

Néanmoins, TDF souhaite faire part à l'Autorité de son expérience en tant qu'opérateur d'infrastructures de fibre optique et apporter quelques éléments concernant le modèle BLOM développé. En effet, elle constate (i) l'absence de certaines données et (ii) la présence d'imprécisions dans le modèle

¹ ARCEP, Décision n° 2020-1493 fixant un encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre pour les années 2021 à 2023, 16 décembre 2020

² ARCEP, Décision n° 2020-1498-RDPI se prononçant sur une demande de règlement de différend opposant la société Free et la société SFR FTTH, 17 décembre 2020.

³ ARCEP, Décision n° 2009-1106 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique et les cas dans lesquels le point de mutualisation peut se situer dans les limites de la propriété privée, 22 décembre 2009 ; ARCEP, Décision n° 2010-1312 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses, 14 décembre 2010 ; ARCEP, Décision n° 2020-1432 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique, 8 décembre 2020.

(i) *Absence de données dans le modèle*

TDF note que certains coûts n'ont pas été pris en compte, remettant en cause la fiabilité et la précision du modèle. Le modèle soumis par l'ARCEP ne prend ainsi pas en compte la Redevance d'Occupation du Domaine Public due aux autorités par les opérateurs une fois le génie civil construit, alors que le poids de cette redevance pour les opérateurs va être de plus en plus important à mesure que les déploiements progressent.

Par ailleurs, le modèle ne prend pas non plus en compte les coûts des travaux de dévoiement/enfouissement, supportés directement par les opérateurs. Les coûts relatifs aux stocks de câbles et d'équipements prévus pour la maintenance sont également absents du modèle. Enfin, certains coûts spécifiques aux zones RIP n'apparaissent pas dans le modèle.

(ii) *Présence d'imprécisions dans le modèle*

TDF note également la présence de nombreuses imprécisions dans le modèle. Par exemple, la sur longueur de câble moyenne retenue dans le modèle ne tient pas compte de la géographie et notamment du dénivelé. Cette donnée se doit d'être affinée afin de mieux refléter la réalité.

Par ailleurs, TDF attire l'attention de l'ARCEP sur l'importance de la bonne prise en compte de la fiscalité de l'économie des réseaux et notamment de l'IFER qui représente une part très substantielle des coûts supportés par les opérateurs.

Enfin, TDF tient à souligner que l'ARCEP a retenu des coûts unitaires identiques en ZTD, zone AMI et zone RIP. Or, les distances à parcourir ne sont pas les mêmes suivant les zones. Un technicien aura plus de distance à parcourir en zone RIP qu'en zone très dense et ne pourra pas faire autant de déplacements par jour. Ces contraintes ont nécessairement un impact sur le coût du déploiement et sur la quantité de linéaires déployée par jour.

Ces omissions et imprécisions conduisent à une sous-estimation des coûts, tout particulièrement en zone RIP et à la démonstration de l'absence de pertinence d'un tel modèle « *simplificateur* »⁴ à des fins de régulation *ex ante* ou *ex post* sur le marché de la fibre.

TDF tient enfin à préciser qu'elle a fait le choix ici de ne pas revenir sur la pertinence de l'utilisation du modèle soumis à consultation à des fins de régulation du tarif du dégroupage alors même que cette décision en 2020 a conduit à la situation de grande tension actuelle sur la régulation du tarif de l'accès au génie civil d'Orange. TDF apportera les éléments complémentaires sur ce sujet en réponse à la consultation spécifique sur les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange.

⁴ ARCEP, Document de consultation, p.9.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.

SIREN 342 404 399 RCS Nanterre

Siège Social

155 Bis, Avenue Pierre Brossolette

92120 Montrouge

France

Tel : 33(0)1 55 95 10 00